

Mot de la Chef du Service économique de l'Ambassade de France



Cécile HUMBERT-BOUVIER

Al Boraq, la ligne à grande vitesse Tanger-Kenitra, a fêté il y a quelques jours son 1^{er} anniversaire. Inauguré le 15 novembre 2018 par Sa Majesté le Roi Mohammed VI en présence du Président de la République française, Emmanuel Macron, ce projet est le fruit d'un partenariat stratégique franco-marocain impulsé dès 2007 au plus haut niveau royal et présidentiel. Le retour sur une année d'exploitation de la

ligne qui a connu un succès incontestable auprès des usagers – près de 3 millions de voyageurs, un taux de ponctualité de 97 % et de satisfaction de 92 % - est particulièrement favorable et démontre, s'il en était besoin, le côté visionnaire du choix stratégique opéré par le Royaume. La France et ses entreprises sont fières d'avoir accompagné le Maroc dans ce projet emblématique qui contribue au développement et à l'aménagement des territoires, au développement durable et à la valorisation géostratégique de nos deux pays dans les chaînes de valeurs globales et régionales. La mise en place à Rabat de l'Institut de formation ferroviaire, initiative conjointe de l'ONCF et de la SNCF, qui dispense des formations communes à nos deux pays mais également à destination de pays tiers, est un cas emblématique de cette coopération mutuellement enrichissante. Forts de ce succès et des liens de coopération tissés à travers cette expérience partagée de la LGV, le souhait de la France est de poursuivre cette collaboration et d'accompagner le Royaume dans ses projets ultérieurs de développement du secteur ferroviaire, y compris en matière de transport urbain qui a connu également de belles réalisations partenariales ces dernières années. Le lancement dans quelques jours d'un « Club LGV » sera l'occasion de pérenniser les échanges fructueux entre les acteurs français et marocains du secteur. ▶

L'économie en mouvement

Un chiffre en perspective

1 Md EUR

Le Maroc emprunte 1 milliard EUR sur les marchés financiers internationaux

Le 21 novembre 2019, le Maroc a émis un emprunt obligataire sur les marchés financiers internationaux de 1 milliard d'euros, assorti d'une maturité de 12 ans et d'un taux d'intérêt de 1,5 %.

Cinq ans après sa dernière sortie sur les marchés financiers internationaux, le Maroc fait son retour avec succès. Bénéficiant d'un contexte international de taux bas, le Maroc a obtenu un taux d'intérêt en nette baisse par rapport à ses précédentes sorties, à savoir 3,5 % en 2014 et 4,5 % en 2010. A cette émission a répondu un carnet d'ordres d'un montant de 5,3 Mds EUR, pour un total de 285 investisseurs.

Mais cette émission est d'abord un succès au plan macroéconomique, car même si le Maroc a bénéficié des taux internationaux historiquement bas, le taux compétitif de 1,5 % n'aurait pas été possible sans la confiance des agences de notation. Fitch et S&P accordent ainsi au Maroc l'Investment Grade BBB- depuis désormais une décennie, rassurées par la stabilité politique, les réformes macroéconomiques et la ligne de précaution et de liquidité que le Maroc souscrit auprès du FMI depuis 2012. C'est aussi un succès pour le ministre de l'Economie et des Finances, M. Mohamed Benchaâboun, l'emprunt du Maroc faisant suite à son roadshow à Paris, Zurich, Francfort, Amsterdam et La Haye auprès d'une soixantaine d'investisseurs (gestionnaires de fonds, assureurs, fonds de pension).

▶ arthur.francois@dgtresor.gouv.fr

La Chronique économique

Le FMI au Maroc pour sa revue de l'accord au titre de la ligne de précaution et de liquidité

Une équipe des services du FMI, dirigée par Nicolas Blancher, a effectué une mission au Maroc du 29 octobre au 7 novembre 2019 pour les discussions relatives à la deuxième revue de l'accord de la ligne de précaution et de liquidité, cette dernière ayant été renouvelée pour la 4^{ème} fois en décembre 2018 pour un montant d'environ 3 Mds USD.

A l'issue de cette mission, le FMI a retenu que la « politique économique est saine et les fondamentaux du Maroc sont solides », en dépit de la volatilité de la production céréalière. Pour 2019, l'institution internationale table sur une croissance de 2,8 %, un déficit courant en diminution à 5,1 %, des réserves internationales brutes couvrant 5,2 mois d'importations, un déficit budgétaire de 4 % et une inflation de 0,4 %. Si le FMI salue également la solidité du secteur financier, le progrès de l'inclusion financière et

l'amélioration du climat des affaires, il encourage l'accélération des réformes structurelles en matière de gouvernance et d'éducation, de réduction des disparités spatiales et sociales. La mission note en outre « avec satisfaction que les autorités comptent accélérer les réformes budgétaires dans les années à venir, à travers notamment la mise en œuvre des recommandations des Assises nationales sur la fiscalité de mai 2019 ». Ces réformes doivent contribuer, au sens du FMI, à la poursuite de l'assainissement des finances publiques afin de réduire le ratio dette publique/PIB à moyen-terme. Le FMI fait enfin part de sa satisfaction quant à l'intention des autorités marocaines de poursuivre l'assouplissement du régime de change.

▶ arthur.francois@dgtresor.gouv.fr

Secteur à l'affiche

Le dynamisme du secteur automobile au Maroc

Le développement du secteur automobile au Maroc s'affiche comme une indéniable réussite industrielle. Les chiffres permettent d'en juger : stagnant autour de 20 000 véhicules jusqu'au début des années 2000, la production annuelle du secteur s'est élevée en 2018 à 376 000 véhicules, et devrait se poursuivre avec la montée en puissance de l'usine PSA de Kenitra. L'automobile est désormais le premier des « métiers mondiaux du Maroc » : avec un peu plus de 26 % des exportations en 2018, le secteur a depuis plusieurs années dépassé les produits agricoles et les phosphates et leurs dérivés comme premier poste d'exportation du Royaume.

Les acteurs français ont joué un rôle central dans le développement de ce secteur, avec l'installation de Renault-Nissan à Tanger en 2012, celle de PSA à Kenitra en 2019 mais aussi celle de très nombreux sous-traitants (Valeo a par exemple inauguré deux nouvelles usines en 2017 et 2019). Le secteur a par ailleurs bénéficié d'un fort soutien de la part des autorités marocaines. Les défis touchant le secteur automobile dans son ensemble n'épargnent cependant pas le Maroc, notamment celui de la modification des chaînes de valeur qu'impliquera le développement des véhicules électriques et de la mobilité autonome. La forte concentration de ses exportations sur le marché européen expose le Maroc au ralentissement de la demande émanant de ces marchés ainsi qu'au resserrement des normes d'émissions nécessaires pour respecter les objectifs de décarbonation de l'économie et les standards de qualité de l'air européens.

mathieu.valdenaire@dgtrésor.gouv.fr

Relations France-Maroc

Séminaire macro-économique franco-marocain : visite à Rabat de M. Arnaud BUISSE, Chef du Service des Politiques publiques à la Direction générale du Trésor



Au centre, M. Mounssif ADERKAOUI, Directeur des Etudes et des Prévisions financières au ministère de l'Economie et des Finances, et M. Arnaud BUISSE, Chef du Service des Politiques publiques de la DG Trésor.

© DEPF

Une délégation de la Direction générale du Trésor, conduite par M. Arnaud BUISSE, Chef du Service des Politiques publiques, s'est rendue à Rabat le 26 novembre 2019 dans le cadre de sa traditionnelle coopération avec la Direction marocaine des Etudes et Prévisions Financières (DEPF). L'équipe du Service économique de l'Ambassade de France a également participé aux débats.

Cette coopération, qui traite des nouvelles problématiques macroéconomiques, se décline en deux séminaires par an, alternativement à Paris et à Rabat. Les thématiques abordées ont cette fois concerné :

- la conjoncture économique internationale, française et marocaine. M. ADERKAOUI, Directeur des Etudes et des Prévisions financières au ministère de l'Economie et des Finances, a évoqué les bonnes perspectives de croissance pour 2020, portées par l'amélioration prévue de la campagne agricole et la hausse attendue de la demande externe adressée au Maroc ;
- l'impact du système de change sur les prix, avec une présentation des travaux de la DEPF relatifs aux répercussions du taux de change sur les prix à l'importation et à la consommation. Cette réflexion s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la réforme du système de change marocain vers plus de flexibilité ;
- les modèles de simulation pour le secteur agricole, thème qui a soulevé la question de l'appréhension au plus juste des restructurations permises par le Plan Maroc Vert. Ce plan national de développement du secteur agricole arrive à échéance en 2020, mais pourrait trouver des prolongements sous l'angle de l'amélioration des débouchés à l'exportation ;
- le système d'information dans l'analyse prévisionnelle, lequel devrait encore s'enrichir, côté marocain, s'agissant de deux volets, l'un concernant les territoires, l'autre concernant la zone africaine de libre-échange.

christine.brodiak@dgtrésor.gouv.fr

Affaires à suivre



Chakib Benmoussa a été nommé Président de la Commission sur le modèle de développement. Ancien Ministre de l'Intérieur et ambassadeur du Maroc en France depuis 2012, M. Benmoussa présidera cette Commission consultative chargée de repenser le développement économique et social du Maroc, souhaitée par le Roi ➤➤➤ **GAFI : projet de loi modifiant la loi relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux.** Le Conseil de gouvernement a adopté jeudi 29 novembre un projet de loi modifiant la loi relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux. Ce projet de texte se rapproche des standards internationaux en matière de lutte contre le terrorisme, en adaptant le cadre juridique marocain aux normes internationales du Groupe d'action financière ➤➤➤ **BMCE-Bank of Africa : bientôt une ligne de financement en yuan.** L'Ambassade de Chine a annoncé le lancement imminent d'une ligne de financement (150 M USD dans un premier temps) par BMCE Bank of Africa, dédiée aux entreprises qui commercent avec la Chine ou qui investissent avec des partenaires chinois ➤➤➤ **Automobile : PSA et le CETIEV signent une convention de partenariat pour la R&D.** Une convention de partenariat a été conclue entre le Groupe PSA et le Centre technique des industries des équipements pour véhicules (CETIEV), et signée par le Ministre de l'Industrie Moulay Hafid Elalamy et le vice-président exécutif de la Région Afrique et Moyen-Orient de PSA, Samir Cherfan. Ce partenariat prévoit de réaliser, pour la première fois au Maroc, des essais physiques liés aux activités de développement automobile via la mise en place de plateformes et installations dotées de hautes technologies.